

**TRAVAUX REMPLACEMENT D'UNE VRV ET DE LA
CHAUDIÈRE PRINCIPALE DE LA BERGERIE NATIONALE DE
RAMBOUILLET**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES



Table des matières

1	Objet du marché -Dispositions générales.....	4
1.1	Objet du marché.....	4
1.2	Durée du contrat et délai d'exécution	4
1.3	Redressement ou liquidation judiciaire.....	5
1.4	Désignation de sous-traitants en cours de marché	5
2	Pièces contractuelles	5
3	Prix des ouvrages	6
3.1	Unité monétaire, nature et contenu des prix.....	6
3.2	Forme du prix	7
3.3	Variation du prix.....	7
3.3.1	Actualisation des prix.....	7
3.3.2	Index de référence.....	7
	N° de lot	7
	Indices	7
	Intitulé	7
	Lot 27	
	BT01	7
	Tous corps d'état.....	7
	Lot 37	
	BT01	7
	Tous corps d'état.....	7
4	Clause de financement et de sureté.....	7
4.1	Retenue de garantie.....	7
4.2	Avance	8
5	Modalités de règlement des comptes.....	8
5.1	Délai de paiement.....	8
5.2	Modification des coordonnées.	8
6	Conditions générales d'exécution du marché.....	9
6.1	Clause environnementale.....	9
6.1.1	Gestion exemplaire des déchets de chantier.....	9
6.1.2	Contrôle et suivi des déchets de chantier	9
6.1.3	Protection de l'environnement, sécurité et santé.....	10
6.2	Clause de confidentialité et protection des données personnelles	10
7	Réalisation des prestations	11
7.1	Condition de réalisation des prestations.....	11
7.1.1	Autorité du coordonnateur SPS et liberté d'accès du coordonnateur.....	11
7.1.2	Autorisations administratives	12
7.1.3	Installation du chantier	12
7.1.4	Réduction des nuisances	12
7.1.5	Études d'exécution	13

8 Vérification des prestations.....	13
8.1 Niveau d'obligation prévu au contrat.....	13
8.2 Vérification des matériaux et produits	13
8.3 Clauses de réexamen	13
8.4 Prestations similaires	14
9 Obligation du titulaire	14
9.1 Assurances	14
9.2 Devoir d'information et de conseil	14
9.3 Dégradations causées aux domaines publics.....	15
9.4 Protection de la main-d'œuvre	15
9.5 Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption	15
9.6 Réparation des dommages	15
9.7 Signalisation du chantier et circulation sur les voies publiques.....	16
9.8 Condition d'appel à des travailleurs détachés	16
9.9 Redressement ou liquidation judiciaire	16
10 Pénalités et litiges	16
10.1 Pénalités	16
10.1.1 Observations préalables à l'application des pénalités	16
10.1.2 Pénalités.....	17
10.2 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	17
11 Fin du contrat	17
11.1 Réceptions et garanties	17
11.1.1 Réception des travaux.....	17
11.1.2 Garantie.....	17
11.2 Documents fournis après exécution.....	18
11.3 Repliement du chantier et remise en état des lieux	18
12 Résiliation	18
13 Droit et langue.....	19
14 Dérogations au CCAG TRAVAUX.....	19

1 Objet du marché -Dispositions générales

1.1 Objet du marché

La présente consultation a pour objet des travaux de remplacement de la Pompe à chaleur VRV et de la chaudière principale du CEZ-Bergerie nationale.

Lieu(x) d'exécution :
CEZ-Bergerie nationale
Parc du château
78120 Rambouillet

Le présent CCAP s'applique à l'opération dans son ensemble.
La description des prestations et leurs spécifications sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières.

Les travaux sont répartis en 3 lots. Le présent marché a pour objet les lots 2 et 3.

N° de lot	Intitulé du lot	Codes CPV
02	LOT 2 POMPE A CHALEUR VRV	45331200
03	CHAUDIÈRE PRINCIPALE	45331110

1.2 Durée du contrat et délai d'exécution

Chaque marché (lot) sera conclu à compter de sa date de notification et s'achèvera à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

Les délais d'exécution s'inscrivent dans la durée de chaque marché.

Le délai d'exécution de chacun des lots se décompose comme suit

Lot n°2	4 mois + 12 mois de GPA soit 16 mois
Lot n°3	4 mois + 12 mois de GPA soit 16 mois

Une durée plus courte est acceptée.

La durée d'exécution de chaque lot court à compter de la notification de l'ordre de service.

1.3 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire doit être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

1.4 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu préalablement du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG-travaux, le pouvoir adjudicateur notifiera l'acte spécial de sous-traitance au seul titulaire (ou mandataire en cas de groupement) du marché.

En cours d'exécution du marché, la déclaration de sous-traitance **signée du titulaire et du sous-traitant**, devra être adressée **simultanément** ;

- Par courrier **en original** au :

CEZ-Bergerie nationale

Parc du Château

78120 Rambouillet

- Par courriel à ;

M. Baratin

Courriel : raphael.baratin@bergerie-nationale.fr

Les demandes d'acceptation de chaque sous-traitant et de l'agrément de ses conditions de paiement doivent respecter les conditions énumérées aux articles R.2193-3 et suivant du CPP.

NB: Le modèle de déclaration de sous-traitance {formulaire DC4} joint au présent dossier de consultation devra être utilisé et respecté par le titulaire du marché public.

2 Pièces contractuelles

Les documents contractuels du marché sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes
- Le programme ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux comportant les dates de début et de fin des travaux
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci vise ce cahier
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché, si celui-ci vise ce cahier
- L'offre technique et/ou méthodologique
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- La décomposition financière de l'offre {DPGF}

NB: La DPGF n'a de valeur contractuelle que pour les prix d'unité qu'elle contient, pour l'établissement des situations et le cas échéant, l'estimation des travaux modificatifs. Les quantités qu'elle contient ne sont qu'indicatives, le prix du marché étant global et forfaitaire, il appartient à l'entrepreneur de mettre en œuvre toutes les quantités nécessaires à la réalisation complète de l'ouvrage décrit dans les pièces du marché et réalisé dans les conditions de prix et d'organisation fixées par l'ensemble des pièces contractuelles.

3 Prix des ouvrages

3.1 Unité monétaire, nature et contenu des prix

L'unité monétaire du marché est l'euro.

Les prix du marché sont établis toutes taxes comprises.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, ainsi que tous les frais afférents aux fournitures, leurs conditionnements, le transport, le déchargement, la mise en place, l'étanchéité, l'évacuation et le nettoyage des gravois de chantier, les matériels, et les personnels nécessaires à la réalisation des travaux.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Frais de coordination

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcote les frais de coordination et de contrôle des sous -traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

3.2 Forme du prix

Les travaux faisant l'objet de l'ensemble des lots prévus à la consultation sont réglés par application d'un prix global et forfaitaire, lequel sera fixé dans l'acte d'engagement.

3.3 Variation du prix

Les prix sont fermes et actualisables.

3.3.1 Actualisation des prix

Conformément à l'article R.2112-11 du CCP, le prix global et forfaitaire par lot est actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre finale et la date de début d'exécution des prestations.

L'indice de référence retenu pour l'actualisation de prix est l'indice BT 01.

Conformément au CCAG TRAVAUX :« La formule mise en œuvre est la suivante :
Prix actualisé= prix initial x (indice à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois/ indice de la date de fixation du prix dans l'offre).
En cas de disparition de l'indice ou index de référence, celui-ci peut être remplacé par un autre indice ou index équivalent par voie d'avenant »

$$PI = PO \times (Im-3 / 10)$$

Avec:

PI : Prix actualisé

PO : Prix de base

Im-3: Valeur de l'indice défini pour chaque lot à une date antérieure de trois mois à la date d'exécution des prestations (Cf. délai d'exécution).

10: valeur initiale de l'indice à prendre en compte à la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

Les coefficients d'actualisation seront arrondis au millième supérieur. Les prix ne devront pas dépasser le centième après la virgule.

3.3.2 Index de référence

N° de lot	Indices	Intitulé
Lot 2	BT01	Tous corps d'état
Lot 3	BT01	Tous corps d'état

4 Clause de financement et de sureté

4.1 Retenue de garantie

Le titulaire du marché est soumis à une retenue de garantie dans les conditions et sous réserve des exceptions prévues par l'article R.2191-34 du CCP. Conformément à l'article R.2191-32, la retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations du marché et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Le montant de la retenue de garantie est de 5% du montant initial du marché, augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution.

NB: Ce taux est de 3% quand le titulaire est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du CCP.

4.2 Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les dispositions des articles R.2191-3 et suivants du CCP.

Son montant n'est ni révisable ni actualisable. Le taux de l'avance est fixé à **5 %**.

NB: le taux de l'avance est porté à **30 %** lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du CCP.

Le droit à l'avance est ouvert au profit du titulaire dès la notification du contrat par le pouvoir adjudicateur et au profit du sous-traitant dès la notification de l'acte spécial.

Modalités de règlement de l'avance

L'avance sera versée en une seule fois et en totalité (titulaire ou son sous-traitant)

Modalités de résorption de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées selon les dispositions prévues au code de la commande publique.

5 Modalités de règlement des comptes

5.1 Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement sur Chorus.

5.2 Modification des coordonnées.

Dans le délai de 10 jours à compter de la modification de ses coordonnées

(changement de raison sociale, de coordonnées bancaires...), le titulaire en informe le représentant du pouvoir adjudicateur en adressant un courrier à l'adresse suivante :

- Par courrier en original au :

CEZ-Bergerie nationale

Parc du Château
78120 Rambouillet

- Par courriel à ;

M. Baratin

Courriel : raphael.baratin@bergerie-nationale.fr

Chaque changement de **RIB**, SIRET doit être signalé avant l'envoi d'une nouvelle situation pour éviter les retards de paiement.

6 Conditions générales d'exécution du marché

6.1 Clause environnementale

6.1.1 Gestion exemplaire des déchets de chantier

Les prestations incluent la gestion exemplaire des déchets.

Cette gestion s'entend à la fois en termes de respect de la réglementation (prévention, recyclage, valorisation et élimination des déchets) et de prise en compte des filières de traitement mobilisables au niveau local.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

6.1.2 Contrôle et suivi des déchets de chantier

Conformément à l'article 36.2 du CCAG Travaux, afin que le maître de l'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets de chantier.

Ainsi, le titulaire remet au maître de l'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

Lorsqu'il aura été constaté que le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, il sera fait application de l'article 37.2 du CCAG Travaux.

6.1.3 Protection de l'environnement, sécurité et santé

Conformément aux dispositions de l'article 7.1 du CCAG travaux, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

À cet effet, le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

6.2 Clause de confidentialité et protection des données personnelles

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel et/ou personnel sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement et à la protection des données à caractère personnel auxquelles elles ont éventuellement accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément à l'article du CCAG applicable.

Le titulaire considère comme strictement confidentiels, et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent marché.

À ce titre, le titulaire s'interdit de divulguer tout élément et s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces données.

Le titulaire s'engage notamment à :

- Ne pas utiliser les documents et informations traitées à des fins autres que celle spécifiée au présent marché,
- Ne pas communiquer ces documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celle qui ont qualité pour en connaître, à savoir le pouvoir adjudicateur, ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter le marché,
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques pendant toute la durée d'exécution du marché,

- A informer le personnel de son obligation de discrétion et de sécurité,
- A prendre toutes les mesures nécessaires visant à assurer la sécurité des informations et des documents pendant l'exécution des prestations, et ce, jusqu'à la date de destruction des données.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés, ainsi que des éventuels sous-traitants, ou co-traitants français ou étrangers comme de lui-même.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute démarche qui lui paraîtrait utile afin de vérifier le respect de ses obligations tant par le titulaire que par les sociétés sous-traitantes.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié de plein droit sans indemnité par le pouvoir adjudicateur sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

7 Réalisation des prestations

7.1 Condition de réalisation des prestations

7.1.1 Autorité du coordonnateur SPS et liberté d'accès du coordonnateur

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre-Journal de la Coordination (RJC). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts est consignée dans le registre-journal.

Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre-journal.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants mentionnés au présent contrat est soumis au maître d'ouvrage.

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- Au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- Au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

7.1.2 Autorisations administratives

Conformément à l'article 31.3 du CCAG Travaux, l'acheteur a la charge de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux prévus au contrat.

7.1.3 Installation du chantier

Les dispositions de l'article 31 du CCAG s'appliquent.

7.1.4 Réduction des nuisances

Le titulaire est tenu d'éviter ou de limiter toutes nuisances et autres impacts négatifs liés aux prestations du contrat, notamment celles générées envers les riverains.

Le titulaire met tout en œuvre pour réduire les nuisances acoustiques des engins et matériels, les nuisances olfactives et les productions de poussières et fumées.

7.1.5 Études d'exécution

Le titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ces documents sont soumis au visa du maître d'œuvre.

Celui-ci les renvoie au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

8 Vérification des prestations

8.1 Niveau d'obligation prévu au contrat

Du fait de l'objet du contrat, le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

8.2 Vérification des matériaux et produits

Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du contrat.

La conformité des matériaux, produits et composants de construction aux spécifications du contrat est établie dans les conditions de l'article 24 du CCAG Travaux.

Les vérifications quantitatives sont réalisées de manière contradictoire dans les conditions de l'article 25 du CCAG Travaux.

8.3 Clauses de réexamen

La clause de réexamen suivante s'appliquera dans le cadre de ce marché.

À la demande de l'une ou l'autre des parties, le titulaire du marché et le représentant du pouvoir adjudicateur pourront se rencontrer, sur la base d'un ordre du jour défini conjointement, pour faire le point sur l'exécution du marché.

À l'issue de ces rencontres, les éléments négociés sur lesquels l'acheteur et le titulaire se seraient entendus et leurs dates d'entrée en vigueur seront entérinées par voie d'avenant s'ils devaient modifier le contenu initial du marché.

Néanmoins, le contenu de ces avenants ne devra pas changer la nature globale du marché, conformément aux dispositions de l'article L. 2194-1 du Code de la Commande publique.

Le réexamen pourra être mis en œuvre pendant toute la durée du marché, si les conditions précitées sont remplies.

8.4 Prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de passer un marché, sans publicité ni mise en concurrence préalables, avec pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au futur titulaire du présent marché.

9 Obligation du titulaire

9.1 Assurances

Le titulaire doit contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

9.2 Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. À ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

9.3 Dégradations causées aux domaines publics

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultantes d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge du titulaire.

9.4 Protection de la main-d'œuvre

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

9.5 Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption

Durant l'exécution du contrat, le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation.

À ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Mets en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

9.6 Réparation des dommages

Les dommages de toutes natures causés aux personnels ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

9.7 Signalisation du chantier et circulation sur les voies publiques

Les travaux ayant lieu dans un établissement public recevant des apprenants mineurs et majeurs, des personnels et tous types d'usagers, le titulaire doit mettre en place les protections appropriées pour assurer la sécurité de tous les usagers présents sur le site.

9.8 Condition d'appel à des travailleurs détachés

Toute entreprise qui exécute des prestations dans le cadre du présent marché (titulaire, mandataire et cotraitant en cas de groupement et sous-traitant le cas échéant) ou entreprise de travail temporaire établie à l'étranger devra remettre une copie de déclaration de détachement relative aux salariés détachés avant le début de chaque détachement conformément à l'article R.1263-12-1 du Code du travail. Elle devra également respecter en cas d'accident du travail d'un travailleur détaché, les dispositions de l'article R.1262-2 du Code du travail.

9.9 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

10 Pénalités et litiges

10.1 Pénalités

10.1.1 Observations préalables à l'application des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

10.1.2 Pénalités

LIBELLES	MONTANT DES PÉNALITÉS
Retard au RV de chantier	50 euros
Absence au RV chantier	200 euros
Retard pour remise de document	100 euros/ par jour calendaire de retard
Retard dans le nettoyage journalier	100 euros/ par jour calendaire de retard
Retard dans l'exécution des travaux	500 euros/ par jour calendaire de retard

10.2 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 52 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure rester sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire.

Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

11 Fin du contrat

11.1 Réceptions et garanties

11.1.1 Réception des travaux

La réception des travaux se déroule comme prévu à l'article 41 du CCAG Travaux.

11.1.2 Garantie

Les prestations du contrat sont assorties d'une garantie de parfait achèvement prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux d'une durée de 1 An.

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par le pouvoir adjudicateur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose d'une semaine pour effectuer les mises au point et réparations demandées. Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

11.2 Documents fournis après exécution

Après l'exécution des travaux, l'entreprise devra produire un dossier des ouvrages exécutés (DOE) et un dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

11.3 Repliement du chantier et remise en état des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

À défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le pouvoir adjudicateur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

12 Résiliation

Conformément à l'article 49 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit de son fait ou de celui de son mandataire dans les conditions prévues à l'article 50.2 du CCAG travaux, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 50.3, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 50.1 du CCAG travaux.

Le maître d'ouvrage peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général (article 50.4 du CCAG travaux).

Dans ce cas, l'indemnisation est fixée à **3 %** du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

Le CCTP détermine les modalités particulières relatives aux installations de chantier
Des locaux et emplacements seront mis à disposition.

13 Droit et langue

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Tous les documents et correspondances doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

14 Dérogations au CCAG TRAVAUX

L'article 1.5 du CCAP relatif à la déclaration de sous-traitance en cours d'exécution du marché déroge à l'article 3.6.1.2 du CCAG-Travaux.

L'article 9.3 du CCAP relatif aux dégradations causées aux voies publiques déroge à l'article 34.1 du CCAG-Travaux.

L'article 10.1.1 du CCAP relatif aux observations préalables à l'application des pénalités déroge à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux.

L'article 10.1.1 du CCAP relatif aux observations préalables à l'application des pénalités déroge à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux.

L'article 10.1.2 du CCAP relatif aux pénalités déroge à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux.